



## À lire dans nos pages

p.2

Les femmes au service de l'agriculture



le confinement et le citoyen \_partie 2

p.3

CEPAG

p.4

Le déconfinement s'opère à l'UAW



## Mot de la présidente

## La crise du Covid-19 : bilan et enjeux

Par Geneviève Ligny, Présidente UAW

**La crise du Covid-19 a mis en lumière l'agriculture et l'agroalimentaire comme secteurs économiques et sociaux importants pour la société.**

De l'amont à l'aval, des fournisseurs de l'agriculture à l'achat des produits par les consommateurs, la chaîne alimentaire a répondu présente et a assuré un approvisionnement constant. Il n'y a pas eu de pénurie. Le consommateur a donc pris conscience de l'importance et de l'utilité du travail fourni par l'agriculteur/trice afin qu'il soit nourri au quotidien. Notre secteur a rassuré nos concitoyens en leur prouvant que nous avons une indépendance alimentaire pour des produits frais de base et de saisons. C'est un réel privilège. Ne l'oublions pas!

On a vu la capacité des agricultrices à s'adapter dans l'urgence, s'organiser pour approvisionner localement en circuit court et répondre aussi à la demande de la grande distribution. Malheureusement, certaines productions comme le lait et les pommes de terre destinées à la transformation en produits comme les frites, croquettes etc. ont été pénalisées par l'arrêt des exportations...

Il est important de souligner que la crise du Covid-19 a permis à la société de prendre conscience de notre souveraineté alimentaire. L'agriculture belge a répondu sans failles aux besoins alimentaires de la population. C'est aussi important de souligner que les aliments sont plus que de simples biens de consommation. Ils ont une fonction psychologique qui est aussi importante que celle



de nourrir. Trouver au quotidien un éventail d'aliments rassure le consommateur, la sécurité d'approvisionnement procure de la quiétude. L'aliment engendre aussi du plaisir, plaisir de le cuisiner, plaisir de le déguster, plaisir de le partager en famille. C'est du baume au corps et à l'âme.

Notre indépendance agricole a été primordiale et nous a prouvé que la souveraineté alimentaire est un enjeu crucial et prioritaire pour nos concitoyens. Mais pour cela, il faut maintenir notre agriculture, économiquement viable. Nous constatons des fragilités structurelles qu'il est urgent de corriger. La souveraineté alimentaire doit répondre à des impératifs de rémunérations correctes pour nos agricultrices si nous voulons maintenir des jeunes dans la profession et pérenniser une production belge. Il est urgent d'avoir des prix tenant compte des coûts de production. Derrière le produit, il y a des heures de travail prestées, de la technicité, du savoir-faire, l'art de travailler avec du vivant, et le respect des normes environnementales. Le métier est très complexe et non standardisé.

Après l'émotion, il faut passer à la réflexion de l'après Covid-19... Beaucoup de consommateurs ont pris conscience de l'utilité de notre métier mais aussi les restaurateurs, dont les étoilés de notre pays qui s'engagent à utiliser les productions locales pour élaborer leurs menus. Notre métier est mis en lumière.

Un sondage a été réalisé auprès de 1500 personnes sur ce dont rêvent les belges pour l'après Covid-19. Entre les réponses réalistes ou pessimistes, nos compatriotes sont soucieux de changements. Ils souhaitent principalement que le gouvernement investisse de l'argent public pour une alimentation saine,

écologique et à un prix abordable.

Il est clair que pour défendre notre agriculture de qualité, qu'elle soit compétitive, tout en s'inscrivant dans la transition écologique, et dans une fourchette de prix abordable, nous avons besoin d'un partage des responsabilités. Il en va d'une SOLIDARITE accrue entre les agriculteurs/trices, les citoyens, l'Etat et l'Europe. Tous doivent jouer le jeu pour que tout le monde gagne la partie!

Nous sommes attentifs aux décisions de la futur PAC pour sécuriser notre vocation alimentaire!

Les agricultrices ont un rôle à jouer en communiquant sans relâche pour rappeler que l'agriculture est garante de sa souveraineté alimentaire.

D'autres acteurs se mobilisent pour promouvoir notre métier:

L'APAQ-W avec sa campagne « Ma Quinzaine Locale » qui se déroulera du 3 au 18 octobre 2020, souhaite soutenir et faire découvrir tous les acteurs, producteurs fermiers, magasins à la ferme, points de vente collectifs, GAC... qui proposent des produits locaux en circuit court en Wallonie et à Bruxelles.

L'interview de Catherine Delhay, de la cellule économique à la ville de La Louvière que vous allez découvrir dans cette édition, n'a pas attendu la crise pour mettre en avant le travail remarquable de nos agricultrices et agriculteurs de la région de Centre Hainaut. Depuis de nombreuses années, Catherine Delhay fait un travail de communication pour informer le citoyen d'acheter local et de saison.

Nous devons continuer ensemble à construire un avenir positif pour l'agriculture, afin que le système alimentaire et agricole réponde aux besoins de la population.

## Don de pommes de terre

Pour rappel, l'UAW, la FWA et la FJA se sont mobilisés en proposant aux producteurs de pommes de terre d'offrir une partie de leurs excédents à des associations caritatives.

Pour ce faire, l'équipe de l'UAW a mis en contact les agriculteurs participants et les associations caritatives désireuses de venir se fournir dans les fermes.



Nos Amis De La Rue ASBL (Neuville, Namur), ravie d'avoir pu recevoir 700 kg de pommes de terre





# Les femmes au service de l'agriculture

*On le sait, on l'a souvent dit, de nombreuses personnes travaillent au service des familles agricoles, que ce soit en amont ou en aval. Des métiers comme laborantin, chercheur, vétérinaire, concessionnaire, fournisseur, etc. dans lesquels, évidemment, les femmes sont bien représentées !*

*Nous avons souhaité faire connaissance avec ces femmes au parcours un peu particulier... Aujourd'hui, rencontre avec...*



## Catherine DELHAYE

Propos recueillis par Fanny Gerarts, coordinatrice UAW

Bonjour,

Je m'appelle Catherine Delhaye. Je suis née à La Louvière et j'y habite depuis 61 ans. Après un parcours d'indépendante, je suis entrée à l'administration communale de La Louvière depuis une dizaine d'années. J'y exerce la fonction de conseillère économique.

**En quoi consiste votre rôle de conseillère économique à la Ville de La Louvière, et en particulier comment êtes-vous au service des agricultrices et agriculteurs de votre région ?**

Dans ce cadre, j'aide notamment les investisseurs, commerçants, entrepreneurs qui souhaitent développer leur projet sur le sol louviérois. Je les guide dans leurs différentes démarches administratives, les conseille dans la recherche et le choix d'un emplacement et les aide dans les demandes de permis.

Cinquième ville de Wallonie, La Louvière dispose de plus de 40% de terres agricoles. Dès mon arrivée à la Ville, j'ai essayé de valoriser les fermes de l'entité qui vendent directement leurs produits aux consommateurs. En effet, le milieu agricole m'a toujours intéressé. Il est vrai que pendant une dizaine d'années dans mon enfance, je passais mes weekends à Buvrines où mes parents avaient une maison de campagne. Toute la journée, avec ma sœur et mes frères,

nous étions du matin au soir dans la ferme voisine. A l'époque, le fermier n'avait pas de tracteur et nous adorions nous occuper des chevaux, Gamin et Blondine. La traite des vaches était manuelle et on rentrait les foin à la fourche. Que de magnifiques souvenirs !

**Quels projets avez-vous mis en place au sein de votre commune pour soutenir l'agriculture locale ?**

Afin de valoriser le monde agricole et les produits de la ferme, l'étape première est la « communication ». Il y a 10 ans, les exploitations agricoles restaient très discrètes dans leur communication et n'incitaient pas les citoyens à franchir leur entrée.

Il fallait absolument faire connaître les fermes et avec l'aide du service communication de la Ville, nous avons réalisé un folder reprenant les différentes fermes de l'entité qui vendaient directement leurs produits aux consommateurs. Ce folder a été distribué largement et a permis aux citoyens de franchir la porte des fermes et ainsi de participer au développement des circuits courts. Depuis la première édition, le folder est remis à jour régulièrement.

Ensuite, avec l'aide de Madame Geneviève Ligny, la Ville de La Louvière a participé en 2012 à l'organisation de l'événement « La Ville s'éveille au chant du Coq ». Cet événement a recueilli un énorme succès auprès de la population et a connu une deuxième édition en 2017.

Au fil des années, l'engouement pour les producteurs locaux et les circuits courts a continué à être valorisé à la Ville de La Louvière. Nous avons accueilli à deux reprises le salon « C'est bon, c'est wallon ». Aux dires des organisateurs, La Louvière est une des villes avec la plus grande fréquentation de visiteurs et d'acheteurs. De plus, avec mes collègues du service environnement, nous y avons développé un vaste espace dédié au « zéro déchet ». En effet, depuis plusieurs années, La Louvière a fait du « zéro déchet » (ZD) l'un de ses chevaux

**Avec mes collègues du service environnement, nous y avons développé un vaste espace dédié au « zéro déchet »**

de bataille. Au domicile, au magasin, à l'école... la Ville multiplie les initiatives tous azimuts pour encourager la réduction des déchets. Son travail multidisciplinaire de longue haleine a été récompensé en 2017 d'un prix européen octroyé dans le cadre de la Semaine européenne pour la réduction des déchets (The European Week For Waste Reduction Awards). Et ce, au nez et à la barbe de Londres et de Sysav, une bourgade suédoise.

Une autre mise en valeur de l'agriculture locale a été la mise en place d'un marché des producteurs locaux le 1er dimanche du mois de mai à octobre depuis 2018. Intitulé « Du champs à l'assiette » ce marché regroupe une dizaine de producteurs et se tient sur la place de Strépy-Bracquagnies, face à la ferme Delsamme.

**D'où vous vient cette sensibilité pour le secteur agricole ?**

Cette sensibilité et cet intérêt au milieu agricole a pris racine dans mon enfance. Plus tard, j'ai participé pendant plus de 10 ans à l'organisation de la « Fête à la ferme » à Morlanwelz où j'ai fait la connaissance des exploitants qui sont devenus des amis, monsieur et madame Dupont. Au fil des ans, j'ai de plus en plus fait attention au bien manger et j'ai toujours essayé d'acheter local et de saison.

**Qu'est ce qui vous passionne le plus dans votre fonction ?**

La diversité des tâches à accomplir qui vont de la délivrance de permis à l'organisation d'événements en passant par la recherche de subsides.

J'aime aussi les contacts avec les citoyens et le fait d'avoir réussi à mettre en place un projet.

**Quelles sont les difficultés que vous avez pu rencontrer en tant que conseillère économique au service de l'agriculture ?**

A mon niveau, je n'ai pas particulièrement rencontré de difficultés avec le monde agricole lors de la mise en place des différents projets. Les fermiers se sont toujours montrés intéressés par les initiatives permettant de valoriser leur travail et leurs produits. D'après

**Au fil des ans, j'ai de plus en plus fait attention au bien manger et j'ai toujours essayé d'acheter local et de saison.**



eux, la réalisation du folder sur les Fermes qui vendent directement aux consommateurs a été un élément déclencheur important pour le développement de la vente à la ferme.

**Quelle est votre plus belle réussite ou le projet qui vous rend la plus fière ?**

En ce qui me concerne personnellement, outre les initiatives communales, j'ai créé avec quelques amis un Groupement d'Achat Commun (GAC) qui regroupe une vingtaine de producteurs locaux et permet la mise en valeur du « manger local » et des circuits courts. Ce GAC s'appelle Ecoloups et fonctionne avec un site de vente en ligne et des distributions tous les 15 jours le jeudi de 17h à 19h.

[www.ecoloups.be](http://www.ecoloups.be)



[www.lalouviere.be](http://www.lalouviere.be)





## Comment le citoyen vit-il le confinement ?

# Le Covid-19 va-t-il changer nos comportements futurs ?

par Myriam Lambillon, Coordinatrice UAW

**Nous le voyons dans notre quotidien, dans nos fermes, cette période un peu hors du commun ne change pas grand-chose pour nous... Le travail est là, nous sommes toujours tributaires de la météo et du cycle de la nature... Nous pouvons par contre observer plus de promeneurs dans les champs, plus de clients dans nos magasins à la ferme... Aussi, l'UAW s'est posé la question : comment ce confinement est-il vécu par nos voisins ?**

Pour cela, nous avons interviewé deux formateurs qui travaillent tous deux au CEPAG et qui ont écrit des analyses assez révélatrices du comportement humain pendant ce confinement.

Le CEPAG (Centre d'Éducation populaire André Genot) est un mouvement d'éducation permanente (à l'instar de l'UAW).

Vous avez pu lire l'interview de Monsieur Laurent D'Altoe, Licencié en journalisme et communication, certifié en sociologie politique (ULB) dans nos pages de mai.

Aujourd'hui, c'est au tour de son confrère Monsieur **Maurizio Vitullo**, Licencié en Histoire et Archéologie. Africaniste (ULB) mais également formateur et responsable des relations internationales au Centre d'Éducation populaire André Genot (CEPAG) d'être passé à la question.

Suite à son écrit «**Travail & conditions de travail sous Covid-19**» que vous pourrez trouver sur le site du Cepag, l'UAW a souhaité lui poser quelques questions dans la lignée de cette analyse.

**UAW : Au vu de vos écrits, Pensez-vous que l'être humain va apprendre de ses erreurs ?**

Est-ce que nous tirerons tous les enseignements de la crise sanitaire que nous traversons ? Au milieu de la crise, nous pointons des évidences et nous nous engageons à apporter des transformations structurelles. Puis, une fois la crise derrière nous, avec le sentiment de sécurité, même illusoire, qui revient, nous reprenons nos vieilles habitudes. La crise financière de 2008 a été un séisme pour le monde financier. On a promis des changements radicaux et une régulation plus sévère de la finance. On a sauvé les banques et puis...pas grand-chose... la dérégulation bancaire et les comportements frauduleux ont repris comme avant.

Pour changer les comportements et les logiques structurelles qui les sous-tendent, il faut une volonté politique forte et coordonnée au niveau internationale. C'est ce qui a manqué en 2008. C'est peut-être ce à quoi nous assistons en 2020. L'avenir nous le dira.

Plus globalement, nous pouvons bien sûr apprendre de nos erreurs, encore faut-il les identifier précisément, c'est-à-dire poser un diagnostic précis et objectif de la situation.

Nous devons aussi pointer les responsabilités et les logiques structurelles qui les engendrent. Cet exercice est difficile à mener. Nous sommes aujourd'hui au cœur d'une crise globale, une multi-crise systémique qui touche tous les pans de la société. Personne, aucun secteur et pan de la société n'est épargné. La catastrophe climatique dont nous commençons à percevoir maintenant les effets est la clé de voûte de l'effondrement sociétal à venir. Ici le diagnostic, notamment du GIEC, est clairement établi scientifiquement. Nous allons vers un dépassement de 2° de la température moyenne sur terre. Une situation que l'humanité n'a jamais connue. Face à cette situation, la prise de responsabilité politique est totalement insignifiante. Quant à la remise en cause de la logique économique productiviste et libre-échangiste, basée exclusivement sur l'exploitation des ressources naturelles et la consommation des énergies fossiles, elle est totalement absente des débats, au risque de faire faire traiter de dangereux bolchéviques et d'irresponsables.

Plus graves, tant que nous resterons prisonniers de la pensée unique, la plupart de solutions économiques, les innovations technologiques, les propositions de réorientation du modèle de développement soulèveront davantage de problèmes qu'elles n'en résolvent. Nous sommes pris dans une fuite en avant qui nous conduit inéluctablement à la catastrophe climatique et politique.

Plus le temps passe, plus les crises et les tensions géostratégiques se multiplieront et plus nous serons contraints d'apporter des solutions radicales qui risqueront de mettre à mal nos libertés individuelles et collectives. Comment éviter ce piège et ne pas sombrer dans une société sécuritaire ? Si nous ne possédons pas de réponses toutes faites, nous possédons des outils, des modes d'organisations qui ont fait leurs preuves et qui peuvent nous aider. La pensée critique et la démocratie, deux pratiques plusieurs fois millénaires, malmenées de nos jours, mais qui gardent toute leur pertinence. En effet, il est important de mener ce travail critique de manière collective et démocratique. Chacun citoyen doit avoir la possibilité de participer à la définition et à la délibération des objectifs et des stratégies à suivre. Cette approche démocratique devra se déployer à tous les niveaux de décisions, du local à l'international. Beaucoup de travail et de défis en perspective...

**UAW : Nous avons pu observer au sein des fermes le retour du consommateur vers les produits locaux. Nous verrons probablement aussi le retour des vacanciers dans les gîtes, chambres d'hôtes et camping. Pensez-vous que l'être humain va prendre conscience qu'il faudra à l'avenir changer son mode de consommations, revenir au local en priorité ?**

Globalement, pour avoir un changement significatif, il faudra travailler conjointement sur l'offre et la demande. Il faut tout changer : les modes de consommation, les modes de production, les modes d'exploitation et les modes de déplacement. Il faudra aussi réorienter et conditionner les aides et les subventions financières. Encourager les comportements vertueux et pénaliser les comportements néfastes sur les plans environnemental, économique, social et fiscal.

Suite à la pandémie, il est fort possible qu'une partie des activités stratégiques/essentielles va être relocalisée au niveau national et continental, tant il est évident que la globalisation de la production a atteint ses limites. L'extension des chaînes de production à flux tendu est une organisation de la production risquée et incapable d'assurer l'approvisionnement en cas de crise. La saga des masques illustre parfaitement cette situation. Toutefois, cette relocalisation probable de certaines productions préservera certainement le rôle organisateur des multinationales, libres de planifier leurs productions à l'échelle de la planète et de mettre en concurrence les systèmes législatifs nationaux (normes sociales, fiscales et écologiques). Une relocalisation partielle des activités ne veut donc pas dire la fin du capitalisme ou des règles iniques du shopping législatif, mais simplement une réorganisation géographique de la chaîne de la production en diversifiant à chaque étape les sources d'approvisionnement

**UAW : On dit que pour adopter un comportement, il faut 21 jours... Au vu des réactions lors de l'ouverture des drives après plus ou moins 38 jours de confinement, croyez-vous que notre population prenne conscience un jour de ce qui est essentiel ?**

Définir l'essentiel dans une vie ou pour une société, voilà une question politique passionnante. Une question que nous avons tendance, pris que nous sommes dans la fuite en avant technoscientifique, à négliger ou de moins à considérer comme totalement secondaire. Évidemment, la pandémie a quelque peu bousculé la donne. Brutalement, la santé publique et la santé personnelle sont (re)devenues essentielles. Le dicton ne dit-il pas : « Quand la santé va, tout va ».

Ceci dit, prendre conscience de ce qui est ou n'est pas essentiel ne se décrète pas. Dans une dictature, ce qui est essentiel est défini par les autorités. Les citoyens n'ont plus qu'à s'y conformer. Dans une démocratie, l'essentiel est une question ouverte, le fruit d'une délibération collective, participative et citoyenne. L'essentiel dépend évidemment des objectifs que l'on se fixe. Dans le cadre d'une économie capitaliste, l'essentiel est de dégager des profits et de maintenir ses positions concurrentielles. Le reste est secondaire voire totalement occulté. Par contre, si nous voulons une société plus égalitaire et solidaire, tournée vers la coopération, orientée vers la sortie rapide des énergies fossiles, nous devons nous recentrer sur la qualité des liens sociaux et sur une économie réparatrice des dégâts environnementaux.

La pandémie nous donne l'occasion de questionner le sens que nous donnons à nos vies et au travail. Elle nous oblige à redéfinir des priorités. En ce sens, l'arrêt de l'économie est une opportunité inédite. Nous pouvons déconstruire le fonctionnement de la société et mettre en lumière les activités socio-économiques essentielles. Il est facile de comprendre qu'une infirmière nous est plus utile qu'un trader boursier. Aujourd'hui, l'essentiel est de maintenir la paix et d'assurer la durabilité de la vie sur terre. Pour cela, une politique forte de régulation de l'économie et la finance (à commencer par l'économie financière et spéculative) est indispensable. Si les droits économiques devaient être restreints et mieux encadrés, les droits sociaux (comme l'accès à la santé) et les droits civiques et politiques devront être approfondis. Exactement le contraire de ce que nous faisons actuellement !

**UAW : Pourquoi observons-nous une telle différence de comportement au sein de la population (suivi ou non des consignes), alors que celle-ci reçoit les mêmes infos ?**

Premièrement, nous devons constater que les informations données ne sont pas toujours claires et faciles à comprendre. Prenez l'exemple des masques de protection. On a le sentiment que les autorités naviguent à vue. On est tantôt face à des obligations, tantôt des recommandations ou des opinions exprimées par des spécialistes. Difficile de s'y retrouver dans cette jungle d'informations. Ensuite, les conditions de vie des personnes et des familles peuvent expliquer des comportements différenciés. Les gestes barrières sont évidemment plus complexes à mettre en œuvre dans les quartiers urbains surpeuplés que dans les quartiers résidentiels ou en milieu rural. Plus généralement, je pense que les autorités gagneraient, à l'instar des pays nordiques, à faire davantage confiance à la population et aux initiatives citoyennes. L'approche ré-

pressive et punitives (les amendes) du confinement et du déconfinement est inutile et dans bien des cas, contre-productive. Les récentes émeutes d'Anderlecht et de Saint-Gilles en offrent une parfaite et malheureuse illustration. Dans l'ensemble, j'ai plutôt le sentiment que la population, dans sa très grande majorité, a suivi, de son plein gré, de manière responsable, les conseils du CNS. Le non suivi des consignes est tout-à-fait marginal.

**UAW : Le télétravail a pris de l'ampleur, pour certains, cette façon de travailler est plus facile ; pour d'autres qui devaient gérer leur famille (enfants en bas-âge), c'est plus compliqué. Pensez-vous que nous pourrions aller vers une autre façon de travailler, plus solitaire ? plus virtuelle ? Cela aurait-il un impact sur notre caractère sociable (car nous sommes au départ des êtres qui ont besoin de sociabilité) ?**

Avec la pandémie, la question du télétravail est revenue au-devant de la scène.

Que constate-t-on sur le terrain ?

Premier constat, le télétravail n'est pas généralisable à l'ensemble des travailleur(se)s. En réalité, il est réservé à une minorité de travailleur(se)s qui utilisent les NTICs comme outils de travail et dont les activités qui sont numérisées ou numérisables. La grande majorité des salarié(e)s ont eu recours au chômage économique. Ensuite nous avons tous les secteurs des services (soins, livraison) où le télétravail est exclu. La pandémie a d'ailleurs mis en lumière les secteurs essentiels au fonctionnement de la société et vous remarquerez que ce sont souvent des métiers où la présence physique des travailleurs sur leurs lieux de travail est requise. On ne va pas ramasser les poubelles ou soigner les personnes en urgence via le télétravail.

Second constat, le télétravail est une modalité d'organisation du travail qui ne s'improvise pas. Pour que de bonnes conditions de travail soient réunies, le télétravail doit être encadré par mesures négociées (connexion internet, matériels informatiques appropriés, respect de l'ergonomie, assurances, temps de pause...). En l'absence de règles claires, nous constatons que le télétravail se retourne contre le travailleur(se) et crée du mal-être. De nombreux cas de harcèlement et sur-contrôle par des employeurs ont également été enregistrés. Le télétravail sans une confiance réciproque est voué à l'échec. Bien encadré (via une CCT), limité à un jour ou deux par semaine (afin de garder les liens sociaux professionnels), le télétravail peut répondre aux besoins de certains travailleur(se)s et diminuer les déplacements professionnels.

**CEPAG**



# Le déconfinement s'opère aussi à l'UAW, tout en douceur...

par Myriam Lambillon, Coordinatrice UAW

Après le CNS de la semaine passée, nous voyons un peu plus clair sur les possibilités que l'UAW a de retrouver ses activités et son entrain.

## Voici pour rappel les consignes données par le CNS

(Source : <https://www.info-coronavirus.be/fr/faq/>)

### Concernant le comportement individuel, il y a six règles d'or

- Les mesures d'hygiène restent indispensables ;
- Les activités en extérieur doivent être, dans la mesure du possible, privilégiées. Le cas échéant, la pièce doit être suffisamment ventilée ;
- Il est nécessaire de prendre des précautions supplémentaires avec les personnes à risque. Une charte est en préparation à destination des seniors bénévoles afin de leur fournir un peu plus de clarté quant aux activités qu'ils peuvent pratiquer en toute sécurité ;
- Les distances de sécurité restent d'application sauf pour les personnes de son foyer, pour les enfants de moins de 12 ans entre eux et pour les personnes avec qui on dispose de contacts plus rapprochés, autrement dit la bulle élargie. Le cas échéant, il est nécessaire de porter un masque ;
- Il est possible d'avoir des contacts plus rapprochés avec 10 personnes différentes par semaine en plus du foyer (=bulle personnelle élargie). Ce droit est individuel. Les personnes peuvent par ailleurs changer chaque semaine ;
- Les réunions de groupe seront restreintes à 10 personnes maximum, enfant compris. Cela vaut pour toutes les réunions, indépendamment qu'elles aient lieu au domicile ou en dehors de celui-ci (ex : parc ou restaurant).

### A propos du cadre réglementaire

- Toutes les activités organisées reprennent, sauf si le redémarrage est prévu dans une autre

phase, avec des protocoles qui protègent à la fois les utilisateurs et le personnel. Ces protocoles sont déterminés par le ministre compétent et sur avis du Gees lors des concertations avec le secteur et dans le cas de matières nord-sud, avec une approche interfédérale ;

- Les protocoles seront évalués d'ici le 1er juillet. Si aucun protocole n'existe pour un sous-secteur, un document sera rendu public afin de donner les règles générales qui doivent à tout le moins s'appliquer ;
- Il est recommandé de télétravailler quand cela est possible.

### Secteur Horeca

Les secteurs de l'Horeca, du sport et de la culture sont les secteurs majeurs pour lesquels des décisions importantes ont été prises.

Les salles de banquet et de réception ne pourront rouvrir que le 1er juillet. Concernant les salles de banquet et de réception, cela sera possible avec un maximum de 50 personnes présentes, dans les mêmes conditions que la restauration.

Les grandes lignes de ce protocole sont, entre autres, les suivantes :

- Une distance de 1m50 entre les tables ;
- Un maximum de 10 personnes par table ;
- Chaque client doit rester assis à sa propre table ;
- Les serveurs doivent porter un masque ;

### Secteur culturel

- A partir du 8 juin, les activités culturelles sans public pourront reprendre. Les représentations avec public – y compris les cinémas – pourront quant à eux reprendre à partir du 1er juillet mais toujours selon des règles précises relatives à la gestion de l'audience comme le respect des distances de sécurité dans le public et 200 personnes présentes au maximum.
- L'organisation des activités doit être prévue de telle manière que l'on évite les rassemblements trop importants, par exemple, en dehors de la salle de spectacle.
- Lorsque les personnes participent à des activités culturelles – mais aussi de loisirs – le port du masque y est en tout temps recommandé.

- Les activités sportives et, désormais aussi culturelles organisées et encadrées par un responsable sont quant à elles limitées à 20 personnes en juin et à 50 personnes en juillet, sous couvert du respect des distances sociales.

### Loisirs et détente

- Les activités de loisirs et de détente sont autorisées à partir du 8 juin à l'exception des conférences, des parcs d'attraction et des plaines de jeux en intérieur qui ne pourront reprendre qu'à partir du 1er juillet.

### Rassemblements

- Dans le cas des activités culturelles et de loisirs, celles-ci doivent être organisées de manière à éviter les rassemblements. Le port du masque est en tout temps recommandé. Les rassemblements (ex : kermesses, fêtes de village, etc.) resteront interdites jusqu'au 1er août et pourront ensuite reprendre graduellement. Par contre, les grands événements de masse resteront interdits jusqu'au 31 août.
- Un outil d'évaluation en ligne sera mis à disposition au début de l'été à destination des organisateurs qui souhaitent se renseigner sur la possibilité ou non d'organiser un événement et sous quelles conditions.

Les phases 4 et 5 de notre stratégie de déconfinement auront lieu en juillet et août, si les conditions épidémiologiques le permettent.

## Et à l'Union des Agricultrices Wallonnes ?

### Au niveau du bureau administratif

Le télétravail étant toujours à l'ordre du jour, une permanence a été organisée à Gembloux.

Les réunions se font toujours pour le moment de façon virtuelle.

Au sein des bureaux à Gembloux, en ce qui concerne les visiteurs : les rencontres se font sur rendez-vous uniquement dans des salles qui ont été équipées à cet effet (plexi, gel).

Il est demandé de ne pas circuler dans les bureaux, de respecter le sens de circulation mis en place (fléchage au sol).

Vos coordinatrices sont toujours contactables sur leur mail professionnel et sur l'adresse générale [uaw@fwa.be](mailto:uaw@fwa.be) mais vous pouvez également les contacter sur leurs lignes directes au bureau.



### Au niveau de nos activités UAW

A partir du 08 juin, les rassemblements de 10 personnes max par semaine en dehors des membres de votre ménage sont autorisés. Ces 10 personnes peuvent changer chaque semaine.

Avec évidemment toutes les consignes de sécurité citées plus haut.

En ce qui concerne nos activités à l'UAW, certaines sections ont déjà remis en place une réunion afin de se retrouver en toute convivialité (l'identité même de notre mouvement).

À partir du 01er juillet, les excursions d'une journée pourront reprendre dans un premier temps une place sur deux (autrement dit 1/2 car). Il faudra être attentif aux mesures de déconfinement qui suivront dans les semaines à venir mais d'ici septembre, si la seconde vague n'arrive pas, les mesures seront sans doute élargies et dans ce cas, nous pourrions remplir un car.

### Et après ?

Au vu des mesures et de l'élargissement du déconfinement, les réunions en sections locales peuvent donc reprendre en privilégiant le plein air.

Les réunions telles que assemblées provinciales, comité directeur ou conseil général se feront toujours dans un premier temps de façon virtuelle mais d'ici mi-juillet, nous pourrions repasser en présentiel.

Les journées provinciales prévues à partir de septembre pourront normalement s'organiser.

Tout cela en fonction des consignes reçues pour les phases 4 et 5, consignes qui arriveront en juillet et août.

**Vous avez des questions, n'hésitez pas à nous contacter au bureau : 081/627 493 081/627 494 - [uaw@fwa.be](mailto:uaw@fwa.be)**



## GROUPE DE SOUTIEN AUX AGRICULTEURS EN DIFFICULTÉS



Vous êtes agriculteur, agricultrice ? Vous vous sentez dépassé dans votre travail ? Chaque nouvelle facture vous fait peur ? Le stress vous envahit ? Vous êtes proche du burnout ?

**CONTACTEZ-NOUS EN TOUTE CONFIDENTIALITÉ ! 081/627.495**

Les agricultrices bénévoles du Groupe de Soutien aux Agriculteurs en difficultés sont là pour vous aider !

**Notre force ? Une connaissance des réalités du secteur agricole !**

## Agenda

### Juin

#### UAW MARCHÉ DURBUY EREZEE

JEUDI 18 JUIN

10H45 WERIS - la taverne « Les Lanternes », Place Arsène Soreil - RDV au terrain du football à Oppagne, départ à pieds vers Wéris jusqu'à la taverne où nous prendrons notre dîner (assiette des Lanternes, prix +/- 16€). Sinon, RDV à la taverne vers 12h. Inscriptions pour le 15/06

Prochaine édition  
le 9 juillet 2020  
Articles et agenda  
pour le 3 juillet 2020